

SAINT-ÉTIENNE POLITIQUE

« En démantelant Calais, on ne résout pas le problème, on le dissout »

Il y a un an, le maire Les Républicains, Gaël Perdriau, avait répondu favorablement à l'accueil de réfugiés politiques à Saint-Étienne. Aujourd'hui, il estime que la décision gouvernementale de démanteler la jungle de Calais n'est pas la bonne réponse à apporter. Explications.

Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, a affirmé que la jungle de Calais sera démantelée et que l'Etat allait créer 12 000 places d'hébergement sur l'ensemble du territoire français (1 800 en Auvergne-Rhône-Alpes) d'ici la fin de l'année. Que pensez-vous de cette décision ? « Je pense que la décision de démanteler la jungle de Calais n'est pas la bonne réponse à apporter. On dissout le problème sur l'ensemble du territoire mais on ne le résout pas. Ce que devrait faire le gouvernement à Calais, c'est appliquer la loi de manière très stricte.

Il est scandaleux que seul 1 % des obligations de quitter le territoire, qui s'appliquent à ceux qui n'ont pas le statut de réfugiés politiques, sont appliqués dans les faits.

Je pense qu'il en découle une grande confusion dans notre pays car on ne sait plus quels statuts ont les uns ou les autres. Je demande donc au gouvernement d'appliquer la loi, à savoir expulser ceux qui ont été déboutés de leur demande d'asile.

Manuel Valls et Bernard Cazeneuve s'étaient engagés à ce que les délais d'attente pour l'examen des dossiers passent de deux ans à six mois, ce qui me paraît une bonne chose.

Par ailleurs, je rejoins la position de Bruno Le Maire (dont Gaël Perdriau est le directeur de campagne pour la

primaire de la droite et du centre, NDLR) : lorsque la personne est déboutée du droit d'asile, elle doit être reconduite dans son pays, et c'est à partir de ce pays d'origine qu'elle pourra entamer une procédure d'appel. Pour en revenir à Calais, nous sommes passés de 900 migrants, en 2012, à 10 000 aujourd'hui. Et je fais le triste pari de dire qu'une fois démantelée, la jungle va se reconstituer car ces migrants veulent aller en Angleterre. »

“ L'arrivée de réfugiés politiques il y a un an n'a pas provoqué d'appel d'air et l'Etat n'a pas abusé de mon hospitalité ”

Laurent Wauquiez, le président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, est vent debout contre cette annonce et appelle les maires de sa région à résister. Votre sentiment ?



■ Photo F. CHAMBERT

« Vingt réfugiés politiques ont été accueillis de manière humaine et personnalisée »

L'an dernier, Gaël Perdriau a été l'un des premiers – et rares – maires Les Républicains à être favorable à l'accueil des réfugiés. Il explique comment s'est concrétisé cet accueil. « Il y a eu un excellent travail entre la préfecture et la Ville. Les associations et les bailleurs sociaux ont été associés à ce travail. Cet accueil de réfugiés syriens et irakiens a été très préparé et organisé. Vingt réfugiés politiques ont ainsi été accueillis de manière humaine et personnalisée afin de trouver des réponses adéquates comme, par exemple, en mettant en place l'apprentissage du français. À la rentrée 2016, ma grande satisfaction est qu'un jeune a pu intégrer un BTS agroalimentaire à Bourg-en-Bresse, un autre en BTS informatique à Rive-de-Gier. Deux ont fait leur rentrée à Saint-Étienne, l'un en seconde et l'autre en maternelle. Pour les adultes, si certains sont repartis en Irak, d'autres se sont stabilisés dans le pays en s'installant à Montbrison ou encore à Unieux. »

« Je partage l'avis de Laurent Wauquiez lorsqu'il dit que les propositions du gouvernement sont inacceptables. Mais je partage aussi l'avis de Xavier Bertrand (le président Les Républicains de la région Hauts-de-France NDLR) lorsqu'il dit qu'il attend de sa famille politique des solutions, pas des pétitions. »

Dans une interview que vous avez accordée au Point en septembre 2015, il vous était demandé si l'accueil des migrants ne risquait pas de créer un afflux. Vous aviez répondu par la négative en soulignant que le gouvernement allait structurer l'accueil. Partagez-vous toujours ce point de vue ?

« Oui, en ce qui concerne les réfugiés politiques, comme les Syriens qui ont fui la guerre. Quand quelqu'un risque sa vie, il est de notre devoir de l'accueillir. L'arrivée de ces réfugiés, il y a un an, n'a pas provoqué d'appel d'air dans notre ville et l'Etat n'a pas abusé de mon hospitalité. »

Avez-vous le sentiment d'être isolé dans votre positionnement sur cette question au sein de votre famille politique ?

« Je n'ai pas ce sentiment. Je pense avoir été un précurseur dans ce domaine puisque plusieurs élus se sont ralliés à ma position. Nous sommes, avec les primaires, en période préélectorale, mais ce n'est pas une raison pour avoir un positionnement politique sur ce sujet. Je regrette d'ailleurs que l'on n'ait pas un débat de fond sur cette question dans notre famille politique. »

“ L'Etat doit être intransigeant par rapport à des personnes qui n'ont rien à faire sur notre territoire ”

Vous êtes le maire d'une ville qui s'est construite à travers de nombreuses vagues d'immigration. Que vous inspire le "tous gaulois" de Nicolas Sarkozy ?

« Je n'ai pas de commentaires à faire sur ces petites phrases... Ce que je dis, c'est que lorsqu'une femme ou un homme est en danger de mort, il est de notre devoir de l'accueillir. Mais je dis aussi que l'Etat doit être intransigeant par rapport à des personnes qui n'ont rien à faire sur notre territoire et qui doivent, de ce fait, être expulsées. »

Propos recueillis par Denis Bret
denis.bret@leprogres.fr